

TUNISIE

Ligue communiste
révolutionnaire
section française
de la IV^e
Internationale



NON AUX CRIMES DE BOURGUIBA !

NON À L'UNITÉ NATIONALE !

Les 13 militants de Gafsa condamnés à mort par la Cour de Sûreté de l'Etat ont été froidement exécutés par Bourguiba.

Malgré la campagne de protestation qui s'est développée dans plusieurs pays, le régime tunisien n'a pas reculé, montrant ainsi sa volonté d'utiliser ces événements pour faire un exemple, pour lancer un avertissement à l'ensemble de la classe ouvrière.

Avec ces exécutions, le pouvoir a franchi un pas de plus dans l'escalade de la répression enclenchée au lendemain de l'opération de Gafsa, et dont le bilan était déjà très lourd : outre les 53 militants jugés par la Cour de Sûreté de l'Etat, ce sont plus de 200 personnes qui ont été arrêtées en même temps et sont gardées depuis en détention préventive, dans l'attente d'un jugement.

Mais il y a aussi tous ceux que l'on a préféré faire disparaître tout de suite pour éviter les répercussions que pourraient avoir un procès : en particulier des soldats et sous-officiers, exécutés sur place pour s'être ralliés à l'action du commando.

Dans le même temps, le pouvoir a pris prétexte de ces événements pour renforcer le quadrillage policier et militaire sur tout le pays, multiplier les surveillances, les contrôles, les arrestations.

L'ampleur de cette répression est en elle-même un indice de l'ampleur de l'opposition au régime et de l'isolement de celui-ci. De même que les massacres du 26 Janvier 78 ont été la seule réponse à la montée des luttes ouvrières, le gouvernement espère aujourd'hui, par les arrestations et les pendaisons, masquer sa responsabilité dans le pourrissement de la situation qui a engendré l'action de Gafsa.

Tout en accentuant la répression, le pouvoir, pour faire face à cette situation de crise sociale et politique, tente en même temps de jouer une autre carte, celle de l'Unité Nationale, avec l'appel à resserrer les rangs autour de lui face à l'"intervention étrangère".

Sur ce plan, Bourguiba a marqué des points : il a réussi à amener sur un terrain politique qui lui est favorable les libéraux bourgeois et les Frères Musulmans ; il a réussi à diviser les forces

d'opposition qui avaient été jusqu'ici unies derrière l'UGTT ou contre la répression.

Mais cette campagne pour l'Unité Nationale est battue en brèche par la mobilisation qui s'est développée en France ces dernières semaines pour sauver les condamnés à mort : au delà des divergences d'appréciation concernant l'action de Gafsa elle-même, la volonté d'unité de ses organisateurs fait la force de cette campagne.

Celle-ci a été marquée par de nombreuses initiatives, en particulier la grève de la faim de militants tunisiens, l'occupation du siège de la Ligue Arabe à Paris pour y tenir une conférence de presse, des rassemblements devant le Consulat et l'Ambassade, enfin par une manifestation d'un millier de personnes dès l'annonce des exécutions.

Malheureusement, le mouvement ouvrier français ne s'est pas suffisamment mobilisé, alors que ses responsabilités sont d'autant plus grandes que l'un des plus sûrs alliés de Bourguiba a été et reste l'impérialisme français, dont on a vu la rapidité avec laquelle il a réagi et mobilisé ses forces militaires dès l'annonce de l'action du commando. Pour être devenu plus discret par la suite, cet appui ne s'est pas démenti : pour preuve, le black-out presque total des mass-media sur toutes les mobilisations de ces deux derniers mois ; pour preuve encore, le retard de plusieurs heures mis par tous les moyens d'information avant d'annoncer que les exécutions avaient eu lieu.

De plus, la riposte des organisations françaises n'a pas toujours été à la mesure de l'enjeu de cette campagne, enjeu qui dépassait son caractère humanitaire : arracher à la mort les condamnés de Gafsa, c'était aussi apporter un appui très important à la lutte des travailleurs tunisiens contre le régime de Bourguiba ; c'était contribuer à faire échouer les tentatives de ce régime de mobiliser sur ses mots d'ordre le peuple tunisien.

D'ores et déjà, les grèves qui ont eu lieu depuis les événements de Gafsa (à la SOGITEX, à la Société El Anabib, ... et en particulier la grève de la Société Nationale des Transports qui a paralysé tout Tunis le jour même de l'annonce du verdict) sont un indice que les travailleurs ne sont pas prêts à laisser de côté leurs revendications au nom de la "défense de la patrie en danger".

Nous n'avons pas réussi à sauver Ahmed Mergheni et ses camarades ; mais la mobilisation doit continuer, l'unité réalisée dans cette campagne doit se maintenir pour lutter contre ce régime, car ce qui est en jeu, c'est la lutte de la classe ouvrière tunisienne pour l'indépendance de ses organisations, pour ses revendications et pour les libertés démocratiques en Tunisie.

NON A L'ESCALADE DE LA REPRESSION !

LIBERATION IMMEDIATE ET INCONDITIONNELLE DE TOUS
LES PRISONNIERS POLITIQUES ET SYNDICAUX !

LIBERTES DEMOCRATIQUES EN TUNISIE !

POUR UNE UGTT INDEPENDANTE, DEMOCRATIQUE ET DE CLASSE !

COMMUNIQUE

Comme cela était prévisible et contrairement à tous les propos rassurants propagés par le régime et relayés par une certaine presse, les treize condamnés à mort de GAFSA ont été exécutés hier matin à l'aube.

Rien n'a compté pour un régime pris de panique devant la montée de la contestation populaire et empêtré dans ses contradictions politiques et leurs conséquences périlleuses sur le plan intérieur et extérieur : Ni les demandes de grâce des organisations humanitaires, ni les interventions pressantes de personnalités imminentes, ni le jeune âge, ni le nombre de condamnés !

Le régime a misé sur cet acte horrible de terreur pour montrer que sa force et sa capacité de réagir restait intacte. Et voilà qu'il donne la preuve évidente de son aveuglement politique, de sa faiblesse et de son impuissance à dominer son irrépressible et bas instinct de vengeance.

L'acharnement mis par le pouvoir à chercher à avilir moralement ses victimes traitées de "mercenaires" de "vulgaires et lâches assassins" et de "traîtres à leur patrie" n'avait pour but que de justifier leur exécution. Mais l'horreur du crime commis et le rejet de tout geste humanitaire à l'égard des suppliciés, exécutés tous ensemble, viennent de les ranger définitivement parmi les martyrs tunisiens de la tyrannie.

Par cette exécution, le gouvernement tunisien et Bourguiba en personne ont non seulement choqué profondément l'opinion internationale, mais fait subir aussi à la conscience populaire tunisienne attachée à la valeur sacrée de la clémence un véritable traumatisme. Ce crime odieux ne manquera pas de heurter violemment la conscience de tous ceux qui ont continué à croire que les massacres du 26 janvier 1978 n'étaient qu'un accident de parcours d'un régime encore amendable et qui ont continué aussi à penser sous l'influence d'une certaine opposition mystifiée et mystificatrice que Bourguiba pouvait être encore l'homme d'un geste à la hauteur de la situation.

Ainsi donc, ce crime abominable ne manquera pas de porter un coup sévère aux dernières illusions répandues dans l'opinion nationale et internationale et relative à la nature prétendument tolérante et démocratique du régime bourguibien.

Le sang des martyrs n'a jamais coulé en vain.

LES COMMUNISTES TUNISIENS EN FRANCE

Le 17 avril 1980